

Discours de Bertrand HERVIEU
Président de l'Académie pour l'année 2018

Messieurs les Secrétaires perpétuels,
Monsieur le Trésorier perpétuel,
Monsieur le Président, Madame la Vice-Présidente,
Chères Consoeurs, chers Confrères,
Mesdames, Messieurs,

Je veux tout d'abord en votre nom à tous me tourner vers notre confrère Gérard TENDRON, qui vient de retracer les évolutions et les progrès accomplis au sein de notre compagnie durant les dernières années. De ce parcours, qui a permis à l'Académie d'Agriculture de France de donner d'elle-même une image renouvelée et modernisée le grand chantier de la rénovation de nos statuts et règlements est la parabole exemplaire. C'est à Gérard TENDRON que nous devons son aboutissement, avec tout l'appareil des mesures de mise en cohérence qui ont accompagné sa mise en œuvre.

Je ne reprendrai pas ici l'énoncé des toutes les avancées accomplies, puisque celles-ci viennent d'être évoquées par l'intéressé. Mais je voudrais seulement souligner quelques unes des initiatives qui ont fait la dynamique du mandat de Gérard TENDRON. En direction de l'extérieur, je retiendrai particulièrement le resserrement des relations inter-académiques, le renforcement des liens avec les directions des administrations centrales du ministère de l'Agriculture, la présence de notre compagnie à l'international, grâce en particulier à l'action de notre confrère Michel Thibier au sein de l'Union Européenne des Académies d'Agriculture et à celle de Jacques Brulhet au sein du Groupement Interacadémique pour le Développement. Mais ce sont aussi les dynamiques internes, celles qui engagent le plus fortement notre sociabilité académique, dont je voudrais souligner le caractère novateur : je veux parler ici de l'esprit de collégialité au sein du bureau, du développement des groupes de travail inter-sections, ou encore de la montée en puissance

SÉANCE D'INSTALLATION DU NOUVEAU BUREAU

fulgurante de notre dispositif de communication, grâce à la compétence et à l'efficacité de Philippe Kim-Bonbled , assisté de Christine Ledoux.

Mon cher Gérard, nous te sommes tous infiniment reconnaissants d'avoir mis au service de l'Académie ce savoureux cocktail d'énergie élégante, d'intelligence institutionnelle et d'humeur chaleureuse qui te caractérisent. Secondé par Constant Lecoœur – qui te succède désormais –, allié au Trésorier perpétuel Patrick Olivier dont la vigilance constante, autant que celle de son adjoint, Daniel-Eric Marchand, ne sont jamais en défaut, tu as incarné à tous moments la continuité de notre institution, offrant en même temps au président que j'étais la sécurité de ton expérience. Il m'est possible d'affirmer, pour paraphraser un Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères évoquant les relations qu'il entretenait avec son bouillant ministre : les Perpétuels font tout, le président fait le reste.

C'est donc avec sincérité et émotion que je t'adresse, cher Gérard, au nom de tous – car je sais être là le porte-parole d'une assemblée unanime- et en mon nom propre, nos remerciements les plus vifs, en t'assurant de notre reconnaissance profonde, tant nous sommes convaincus que ce que tu as su établir au sein de cette maison sera durable.

Mes remerciements s'adressent aussi au Trésorier Perpétuel, Patrick Olivier, et à Daniel-Eric Marchand. Vous le savez tous : l'Académie est structurellement impécunieuse et pourtant elle doit faire face à des charges permanentes et lourdes de fonctionnement, de communication, d'entretien et de maintenance. C'est grâce à leur dévouement opiniâtre et à leur lucidité tranchante que la maison est tenue, sans que se creuse pour autant un irrémédiable gouffre.

Constant Lecoœur, dont nous connaissons l'engagement vis à vis de l'Académie est désormais notre Secrétaire perpétuel : je lui sais gré d'avoir accepté de solliciter nos suffrages pour assumer cette lourde tâche. Armé de la confiance que nous lui avons manifestée, nous savons avec quelle ardeur il remplira sa mission. Il va trouver auprès de notre consœur Dominique Parent-Massin un appui précieux et efficace : je tiens à exprimer à Dominique notre gratitude pour avoir accepté avec tant de bonne grâce cette charge nouvelle pour elle.

Tout au long de cette année écoulée, j'ai pu mesurer l'engagement de l'équipe de communication, Philippe Kim-Bonbled et Christine Ledoux, celui de l'équipe de la bibliothèque, André Fougeroux et Marion Durand-Viel, ainsi que le dévouement de l'équipe du secrétariat, avec Corinne Migné qui assure avec une efficacité remarquée le secrétariat de direction, et Sylvie Verger.

Ces équipes sont présentes quotidiennement et tous nous leur devons de pouvoir fréquenter ces lieux, y travailler, y réfléchir et y débattre. Que chacune et chacun soient assurés de nos remerciements chaleureux.

Permettez-moi à présent de vous livrer les réflexions que m'ont permis de nourrir ces deux années passées au sein du bureau. Ces réflexions ont gravité autour d'une question centrale placée au centre des débats portant sur la réforme des statuts et cruciale dans les échanges que suscitent actuellement l'élaboration de notre projet stratégique : *à quoi sert une académie ?* Cette question, je la formulerais avec plus de précision de la façon suivante : dans le contexte institutionnel de la recherche scientifique aujourd'hui, quelle est la plus-value propre que l'Académie d'Agriculture de France peut prétendre apporter à l'avancée et à la diffusion de la connaissance ? De quelle valeur ajoutée est-elle porteuse en matière d'animation et de déploiement des débats publics dans les domaines qui sont les siens ?

Si notre institution demeure, c'est que depuis sa création en 1761- cette date clé devant être impérieusement retenue par tous pour des raisons qui ne sont pas que d'ordre historique - si notre institution, donc, demeure, c'est qu'elle a su s'adapter, se transformer et rénover ses orientations dans des contextes changeants.

Or, pour nous inscrire efficacement dans le moment présent, nous devons d'abord prendre acte lucidement de ce que nous ne sommes plus, de ce que nous ne sommes pas, de ce que nous ne serons jamais.

Nous ne sommes plus les conseillers du prince comme le furent les premiers physiocrates, et l'Académie avec eux, au moment de sa création.

Nous ne sommes pas une centrale de production de connaissances, encore moins un lieu de « la recherche en train de se faire. » Nous pouvons, certes synthétiser des connaissances avérées mais - à quelques exceptions près - nous ne sommes plus à la pointe de la production de connaissances nouvelles.

Nous ne sommes pas davantage et nous ne serons jamais une instance d'expertise ou de conseil, mandatée par les pouvoirs publics, par des professions ou des entreprises. Des agences ont été mises en place aux échelles nationale et européenne à cette fin. Nous ne sommes pas enfin un syndicat de défense des intérêts d'un ou plusieurs milieux professionnels ou un groupe de pression.

Notre spécificité réside ailleurs : elle apparaît fort bien dans certains des échanges que nous avons à l'occasion des auditions que nous conduisons actuellement, et elle est liée à notre positionnement singulier dans le paysage institutionnel de l'échange scientifique. Nous y avons en

effet trois atouts propres, qu'il nous faut conjuguer pour apporter au débat public des éléments qui sont attendus, qui font défaut et qui - j'ose l'avancer - ne peuvent être produits que par une instance comme la nôtre.

Notre premier atout est de pouvoir mobiliser, sur les sujets que nous définissons comme relevant de notre périmètre de compétence – en matière d'agriculture, d'alimentation et d'environnement - les chercheurs, les universitaires, les experts, les praticiens d'horizons variés les plus pointus, ceux qui font autorité sur les dits sujets afin d'établir l'état de l'art et de formuler avec eux les questions restant pendantes. Cet atout là est d'importance et nous fait échapper en partie au tropisme générationnel qui pourrait nous conduire à penser, si nous n'écoutons pas les générations montantes, que ce qu'a découvert, ce qu'a construit, ou même ce qu'a projeté et voulu la génération à laquelle nous appartenons serait indépassable. C'est l'objet même de nos séances publiques du mercredi qui allient le double objectif de connaissance et de transmission.

J'ajoute qu'à mes yeux l'attention que nous portons à la production des jeunes docteurs est un antidote efficace à l'enfermement générationnel ; et nous devons vivement remercier Anne-Marie Hattenberger de l'énergie et de la finesse avec lesquelles elle gère nos relations avec les nouvelles promotions doctorales annuelles.

Notre second atout est de nous trouver dans une situation institutionnelle permettant, bien plus qu'en beaucoup d'autres enceintes, le déploiement de l'interdisciplinarité. Personne aujourd'hui ne méconnaît les vertus de l'échange interdisciplinaire lorsqu'il s'agit d'éclairer des objets et des problèmes complexes. On invoque même parfois l'impératif de ce recours interdisciplinaire comme un totem. Mais l'exercice concret de l'interdisciplinarité, qui n'est pas la juxtaposition d'approches différentes et parallèles, mais le croisement effectif des points de vue, permettant de construire et de reconstruire autrement les objets de la recherche est un art rarement pratiqué. Plus exactement, la difficulté même de cet exercice qui requiert de trouver en permanence des espaces adéquats d'interlocution entre ces points de vue produit couramment le retour en force des logiques disciplinaires éprouvées, qui permettent à chaque perspective de cultiver et d'approfondir bien plus commodément son propre registre d'expression. La légitimité de ces logiques disciplinaires, qui valent par elles-mêmes, ne saurait évidemment être remise en cause et elles doivent nécessairement être cultivées pour rendre possible le développement cumulatif des savoirs. Mais la réalité empirique, à laquelle il s'agit *in fine* de se confronter se laisse mal saisir on le sait dans ces filets théoriques que déploient les disciplines, lesquelles, si elles se drapent dans leur autosuffisance, pire dans leur supériorité supposée, paralyse l'accès à une intelligence effective des phénomènes dans toute leur épaisseur.

Cette rémanence continue des impératifs disciplinaires a – redisons-le - une justification proprement scientifique : l'esprit scientifique se forme toujours par l'acquisition et la maîtrise d'une discipline particulière. Mais cette justification scientifique est elle-même emboîtée dans une série de garde-fous institutionnels – celui, en particulier, de l'évaluation par les pairs, qui conduit inéluctablement à un cloisonnement des départements de recherche, des unités d'enseignement, et des écoles doctorales. On sait combien l'entrée au CNRS ou la qualification à la CNU peuvent être rendues difficiles à ceux qui, même reconnus très brillants, présentent ce qu'on appelle pudiquement des « profils atypiques », mal situés dans les répartitions disciplinaires des sections et comités. On sait aussi combien il est difficile à un thésard, s'il a l'ambition de circuler entre plusieurs registres disciplinaires, de répondre à la question fatidique de la « mention de discipline et de spécialité » sous laquelle il doit inscrire son travail.

Les Académies elles-mêmes, avec leurs sections spécialisées, endossent d'ailleurs pour partie ces découpages disciplinaires. Loin de moi l'idée que le gage de compétence auquel renvoient ces classements devrait être passé par pertes et profits. Mais il faut aussi des lieux où, cette maîtrise disciplinaire étant acquise et vérifiée, il devient possible de dépasser les limites qu'elles imposent à la réflexion. Les académies en général, et notre Académie en particulier, sont, par excellence, de ces arènes où, parce qu'on s'y meut libéré des compétitions, des concurrences et des enjeux de financement qui s'imposent aux chercheurs et aux institutions de la recherche, il devient possible de s'adonner à cette confrontation des regards disciplinaires sur des sujets complexes qu'une seule discipline ne peut prétendre embrasser. Et nous savons, au sein du périmètre de notre tripode, combien les objets scientifiques dont nous traitons en appellent ainsi, non seulement à la pluralité des disciplines, mais à leur nécessaire collaboration, fût-ce au prix de débats et même de conflits, qui sont le carburant de l'échange intellectuel.

Notre privilège est enfin de disposer d'un troisième atout, qui est celui du temps. Privilège en effet, puisque nous ne connaissons – bon an, mal an - que les échéances que nous nous donnons, et que nous pouvons tout ignorer de cette tyrannie des appels d'offre, des rapports intermédiaires et des *dead lines*, qui pèse aujourd'hui si lourdement sur les institutions et sur les chercheurs. Privilège insigne, qui nous donne le loisir et la responsabilité de mûrir autant qu'il faut la formulation de questionnements qui n'entrent pas, ou mal, dans les formats imposés à l'exercice savant.

Notre Académie a nettement avancé dans cette direction pluridisciplinaire : les groupes de travail s'appliquent à se nourrir des différences d'approches disciplinaires. Nos séances du mercredi s'ouvrent à l'hybridation des points de vue. Nous constatons, au sein de la commission des

programmes notamment, combien l'exercice est difficile, mais la conviction de sa nécessité est désormais de plus en plus largement partagée entre nous.

Comment aller plus loin ? De quelle façon ? Et comment faire valoir, *ad extra*, la plus-value scientifique que dégagent nos échanges ? Acceptez que je m'interroge devant vous.

Faut-il, par exemple, resserrer le programme de travail qui oriente et articule l'ensemble de nos travaux ? A côté de nos multiples productions sectorielles et massivement disciplinaires, toutes utiles et nourrissantes, ne faudrait-il pas nous acheminer vers la formulation d'une grande question commune, définie annuellement ou pluri-annuellement, qui serait, comme le prévoient nos statuts, validée par notre ministre, Président d'honneur de notre compagnie, ou par le gouvernement, au besoin en concertation selon les cas avec d'autres académies ? Cette question, évidemment transverse, et posée à la plupart, voire à toutes nos sections au sein desquelles elle serait travaillée, construirait un axe d'échanges majeur au sein de notre assemblée. Elle servirait par exemple de fil rouge pour construire une partie des séances du mercredi. Et au terme de ces travaux et confrontations, nous pourrions publier un rapport capitalisant l'ensemble des données, des analyses, des résultats et des controverses que ce questionnement partagé aurait généré. Nous pourrions avec clarté y faire le bilan de ce qui est connu, et le tableau de ce qu'il reste à connaître, de ce qui fait consensus parmi nous, comme de ce qui fait disensus.

A défaut d'être immédiatement conclusifs (et ils le seraient rarement, ou en tous cas jamais de façon ultime et définitive), ces travaux viendraient éclairer le débat public, aiderait à comprendre les limites, les zones d'ombre, les regards propres et parfois contradictoires des disciplines sur une réalité donnée, le caractère évolutif des connaissances. Bref, ils pourraient contribuer à faire de notre Académie le lieu d'une pédagogie de la complexité, qui est le seul recours possible pour affronter collectivement l'incertitude. Ne serait-ce pas là une bonne façon de signifier que si le temps est loin où l'Académie était supposée fournir au prince des décisions clé en mains, celle-ci garde, dans un monde de plus en plus complexe et de plus en plus difficilement intelligible, un rôle de vigie active, occupée à donner à lire, à côté des simplifications établies et des discours d'autorité que cette incertitude même fait fleurir la palette des alternatives possibles qui ouvrent au politique, dans une démocratie représentative et respectée, la responsabilité qui est la sienne ?

Soyons conscients du soupçon qui pèse sur les institutions. Nos contemporains éprouvent de la défiance, pour ne pas dire plus, à l'égard de toute institution, fût-elle académique, et de tout discours d'autorité, fût-il scientifique. Dans ce contexte une des voies de la réception positive des avancées de la connaissance réside en partie dans notre capacité à énoncer autant ce que l'on sait que ce que l'on ne sait pas ou pas encore.

En exergue de son ouvrage « Sciences et Territoires de l'Ignorance » paru aux éditions Quae, dans la collection « Sciences en Question », Mathias GIREL cite le Henri MICHAUX de Plume : « Toute pensée, toute création, semble créer, avec une lumière, une zone d'ombre. Toute science crée une nouvelle ignorance. » Comme en écho aux propos que je tenais ici même il y a un an au sujet des relations entre la production scientifique et les opinions publiques, je soulignerais l'importance dans la difficile maîtrise de ces relations entre les mondes scientifiques et les opinions publiques de l'énoncé des ignorances inimaginées jusqu'alors, que font surgir les nouvelles connaissances.

C'est bien parce que ces pistes sont déjà ouvertes au sein de notre assemblée que j'ai pu nourrir ces réflexions ; réflexions que j'ai souhaitées vous faire partager au moment même où je transmets en confiance et en amitié à notre confrère Jean-Louis Bernard notre symbole présidentiel, en l'espèce la cloche des séances, et où nous accueillons notre consœur Nadine Vivier. A eux deux, binôme interdisciplinaire par excellence, j'adresse, comme à vous tous des remerciements très sincères pour l'accueil bienveillant que vous m'avez réservé tout au long de cette année ainsi que mes vœux de belle, fructueuse et intelligente année académique.